

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Bresil-tente-de-s-affranchir-en-douceur-de-la-tutelle-du-FMI>

Le Brésil tente de s'affranchir en douceur de la tutelle du FMI

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : mardi 25 novembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Babette Stern

Le Monde. Paris, 7 novembre 2003

Depuis la semaine dernière, une équipe du FMI est à Brasilia pour une revue de détail, avant le versement de la dernière tranche de 7,7 milliards de dollars.

La date formelle de la signature n'est pas encore fixée, mais le principe d'un nouvel accord entre le Brésil et le Fonds monétaire international (FMI) est acquis. A l'invitation du ministre brésilien de l'économie, Antonio Palocci, le numéro deux de l'institution financière internationale, Anne Krueger, est arrivée à Brasilia, mercredi 5 novembre, après avoir assisté à un conseil d'administration du FMI sur le sujet. En fin de journée, Antonio Palocci pouvait ainsi annoncer la conclusion de négociations qui duraient depuis quelques semaines : l'octroi par le FMI d'une "réserve" de 6 milliards de dollars sur un an, un matelas financier que pourra utiliser le Brésil en cas de coup dur.

Cet accord, qui doit être formellement entériné, en décembre, par le conseil d'administration du FMI, marque les retrouvailles entre le Fonds et Brasilia. On se souvient des circonstances qui avaient entouré l'octroi du prêt de 30,4 milliards de dollars juste avant l'élection présidentielle qui a porté au pouvoir Luiz Inacio Lula da Silva. En pleine crise spéculative contre le real brésilien qu'avait alors suscitée la perspective de l'élection de l'ancien métallo, l'institution avait conditionné son aide au respect, par le nouveau président, d'un programme défini avec l'ancien gouvernement de Fernando Henrique Cardoso.

Le président Lula s'y était engagé et a tenu parole, au risque de mécontenter une grande partie de son électorat. Les objectifs d'excédent primaire - 4,5 % - ont été non seulement atteints, mais dépassés. La réforme des retraites et de la Sécurité sociale a été lancée. Trimestre après trimestre, les versements sont tombés : 4,1 milliards en mars, 9,3 milliards en juin, 4,1 milliards en septembre. Depuis la semaine dernière, une équipe du FMI est à Brasilia pour une revue de détail, avant le versement de la dernière tranche de 7,7 milliards de dollars.

Reprise économique

Le programme venant à expiration en décembre, les relations entre le Brésil et le Fonds arrivaient à un tournant. Le président Lula n'a jamais caché qu'il les envisageait comme un partenariat. La reprise économique dopée par les exportations et son nouveau crédit auprès des investisseurs lui permettent de ne pas céder à toutes les exigences de l'institution, et notamment de ne pas se lier dans la durée.

Le président brésilien, actuellement en tournée en Afrique, avait prévenu qu'un accord ne serait signé que s'il favorisait la croissance du pays et avait rejeté toute nouvelle exigence fiscale. "Il n'est plus nécessaire d'exiger qu'un pays fasse des ajustements budgétaires mais que les pays s'engagent, dans les accords avec le Fonds, à relancer la croissance et le développement économique, a déclaré le président Lula. Ne serait-ce que parce que l'ajustement budgétaire a échoué dans la majorité des pays, le FMI doit changer son comportement." En acceptant notamment de repousser à 2007 - c'est-à-dire sous la prochaine présidence - le remboursement de près de la moitié des 12 milliards que Brasilia doit lui verser en 2005.

Comportement pragmatique

Antonio Palocci a souligné que c'est la première fois que le Brésil conclut un accord "sans ce que soit en période de crise" et que cela lui permettra de se défaire "en douceur" de la protection du FMI. "Nous allons sortir d'un accord avec beaucoup d'argent pour un accord préventif. De fait, nous ne prétendons pas utiliser l'argent. Si nous arrivons à nous en passer, ce sera mieux pour le FMI et mieux pour le Brésil. Il n'est pas correct de sortir d'un grand accord comme celui-là -de 2002- de façon abrupte. Nous avons le soutien du FMI jusqu'en décembre et, le lendemain, nous abandonnerions le Fonds ? Cela pourrait déséquilibrer la relation du pays avec ses créanciers, la gestion de la

dette."

Ce comportement pragmatique a été salué par le FMI comme par l'administration Bush. Le gouvernement brésilien a "mis en oeuvre des politiques économiques prudentes qui sont allées plus loin que les objectifs budgétaires prévus et qui ont obtenu le soutien de la communauté internationale officielle et privée", a déclaré Anne Krueger à Brasilia. Le département américain du Trésor s'est réjoui de l'accord "préventif" avec un pays qui a "fait des progrès remarquables pour restaurer la stabilité macroéconomique et réduire ses vulnérabilités".

" Article paru dans l'edition du 08.11.03